

certaines de mes collègues, j'apprécie certains aliments beaucoup trop, et cela paraît, n'est-ce pas?

• (1330)

**Le sénateur Cools:** Laissez-vous entendre que vous avez des kilos de trop?

**Le sénateur Gigantès:** C'est bien le cas, mais grâce à mon tailleur, je peut le cacher.

**Le sénateur Cools:** Vous devriez le recommander à certains de vos collègues.

**Le sénateur Gigantès:** Les décideurs du gouvernement sont enclins, ce qui est tout à fait naturel, à penser que les meilleures idées sont celles qui vont pouvoir accroître leur bien-être, les enrichir davantage. C'est là un type de politique que nous avons. Ce n'est pas du tout surprenant. C'est là leur notion.

Vous avez ensuite demandé pourquoi, si le système est si simple, la taxe est si complexe.

**Le sénateur Cools:** En effet.

**Le sénateur Gigantès:** Nos vis-à-vis ne souhaitaient pas qu'elle soit si complexe; je le reconnais. Même les conservateurs ne sont pas masochistes à ce point. Ils souhaitaient une taxe sur les transactions commerciales qui, d'une certaine façon, aurait fonctionné un peu comme celle appliquée en Nouvelle-Zélande dont on fait état à la fin du trimestre, du mois ou de l'année, selon la période prévue. Je ne cesse de répéter ceci, mais c'est si simple. Soit dit en passant, M. Bulloch a déclaré qu'il ferait n'importe quoi pour obtenir le régime fiscal néo-zélandais et se sortir de ce guépier, ce système «démontiel» pour reprendre le terme de notre spécialiste en la matière, le sénateur Simard. Pourquoi ont-ils choisi cette formule? À cause de M. Mulroney, comme je l'ai déjà dit. Tout est relié: la réforme constitutionnelle, les relations fédérales-provinciales. Vous avez entendu cela à plusieurs reprises aujourd'hui, n'est-ce pas, sénateur Beaudoin? Que voulez-vous que je fasse? On me pose des questions. Il faut bien que j'y réponde. Ce serait fort impoli de ne pas éclairer la lanterne du sénateur Cools.

**Le sénateur Cools:** Absolument.

**Le sénateur Gigantès:** Oui. Je disais donc que M. Mulroney est intervenu. Il croyait que ses rapports avec les premiers ministres provinciaux seraient toujours chaleureux et bienveillants. Ils devaient se réunir dans une grande fête d'amour. Même Peckford devait être gentil. Il l'a été un moment. Devine devait se comporter comme son nom l'indique, mais épelé un peu différemment. Le rebelle et entêté M. Filmon de Winnipeg devait être coopératif. Il ne l'a pas été. Le seul premier ministre provincial vraiment conciliant, John Buchanan, a été muté au Sénat, et je me demande s'il ne l'a pas été à cause de ses attaques intempestives contre la TPS. Nous avons tout une série de citations, où il s'élève contre cette horrible taxe.

Donc, M. Mulroney pensait qu'en les enfermant tous dans une même salle à se souler, à boire du lait, ils deviendraient tous aimables et accepteraient tous gentiment sa proposition d'instituer une taxe nationale unique, qui s'appliquerait partout aux mêmes choses, qui n'aurait qu'un seul taux, partout, sans exception. Il a même proposé que le gouvernement se montre ferme et que s'il devait y avoir une taxe à la consommation, celle-ci s'applique à tout, y compris à la nourriture,

quitte à donner des miettes aux pauvres, si je puis m'exprimer ainsi, en établissant un début de programme de revenu garanti.

C'est un rêve que Milton Freedman et notre NPD partagent. Il suffit de fixer un seuil de revenu minimum. En-dessous de ce seuil, tout le monde reçoit une subvention du gouvernement, tandis que passé ce seuil, on paie un impôt. Celui dont le revenu est inférieur à ce seuil n'a pas d'impôt à payer, mais il reçoit une subvention. Passé ce seuil, on paie de l'impôt, mais on ne reçoit pas de subvention. C'est très beau, mais malheureusement, il existe déjà des pensions de vieillesse, des allocations familiales, un supplément de revenu garanti, le Régime de pensions du Canada et divers régimes de retraite privés. Nous avons aussi l'assurance-chômage.

Le régime idéal dont rêvent au même titre les conservateurs et les socialistes intégrerait tous ces programmes. Quant au régime d'imposition, on utiliserait une formule en vertu de laquelle celui qui aurait, disons, un revenu de 10 000 \$ recevrait 5 000 \$ du gouvernement pour lui permettre d'atteindre un seuil de 15 000 \$. Celui dont les revenus seraient supérieurs à 15 000 \$ serait assujéti à un impôt progressif. C'est très beau! On élimine les fonctionnaires qui font marcher le système d'aide sociale, ainsi que ceux qui font marcher le régime d'assurance-chômage; cela permet de réaliser d'énormes économies. Puis on en arrive à toutes les exceptions, et elles posent des problèmes. Que fait-on avec le gars qui a travaillé durant 30, 35 ans, qui a fidèlement payé ses cotisations à l'assurance-chômage en croyant, sur la foi d'un document qui le promet vraiment, que s'il devient chômeur il touchera 60 p. 100 de ses gains durant 50 semaines.

Or, si l'on fait ça et si l'on donne aux personnes âgées le montant de pension dont elles bénéficient maintenant, en supprimant le supplément et le Régime de pensions du Canada, le système sera beaucoup plus onéreux qu'il ne l'est présentement si l'on fait monter tout le monde à ce niveau. Si l'on ne fait pas monter tous les autres à ce niveau et si l'on ramène, disons, les personnes âgées et ceux qui ont droit à l'assurance-chômage au niveau moyen qui permettra de ne pas faire augmenter les dépenses courantes consacrées au filet de sécurité sociale, les personnes âgées recevront moins que ce qu'elles ont maintenant et les chômeurs qui ont cotisé fidèlement à la caisse de l'assurance-chômage et n'y ont pas touché durant, disons, 30 ans, recevront moins qu'ils n'ont maintenant. Quelle serait la solution équitable? Eh bien, préserver le statu quo à leur égard. Cela veut dire que ceux qui bénéficient maintenant de certains privilèges les conserveraient, et on dirait aux autres: «Si vous entrez maintenant dans le système, ces privilèges dont jouissaient vos pères et vos grands-pères, vous ne les aurez pas. Vous aurez dorénavant ce qui suit.» Le Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement a étudié la question très, très attentivement. Marion Wrobel a effectué une brillante étude qui en arrive à la conclusion que ce serait plus onéreux sur le plan administratif et qu'il y aurait beaucoup d'injustices. Il appert qu'il est préférable de laisser le système tel qu'il est présentement, aussi complexe qu'il puisse être, et d'admettre qu'il se compose de programmes séparés, car tout le monde n'a pas les mêmes besoins et les programmes doivent donc rester séparés de sorte qu'ils soient différents pour répondre à des besoins différents.

Les conservateurs croyaient qu'ils se feraient gentils-gentils, comme nous l'avons dit, avec tous les premiers ministres provinciaux et les amèneraient à accepter qu'il y ait une taxe, disons de 5 p. 100 pour le gouvernement fédéral et de 5 p. 100